

## Quel avenir pour l'Europe?

### Réaffirmer le projet européen en tant qu'élaboration d'une communauté de valeurs

Lettre ouverte de la KEK aux Eglises et organisations partenaires en Europe,  
et invitation au dialogue et à la consultation

#### Résumé

Il y a quinze ans, le document historique *Charta Oecumenica* a rassemblé les Eglises de la Conférence des Eglises européennes et du CCEE dans une affirmation résolue en faveur du projet européen. Elles proclamaient ceci : « Sans valeurs communes, l'unité ne peut être atteinte de façon durable. » Aujourd'hui, moins d'une génération plus tard, un tel appel à des valeurs communes et à l'unité semble étranger et déplacé au sein des sociétés européennes. Il semble que la désintégration politique et économique soit la nouvelle norme. Les Européens perdent confiance dans le projet européen, la méfiance s'accroît envers les dirigeants politiques et les structures qu'ils servent, et les politiques se limitent aux intérêts nationaux.

Dans cette lettre ouverte, la KEK revient sur la question fondamentale des valeurs communes et comment celles-ci s'expriment aujourd'hui en Europe. L'existence et le développement de l'Union Européenne sont au cœur de cette discussion, mais nous regarderons également par delà ses frontières. Ce texte détaille le cadre général et le contexte historique du développement européen. Il prend en compte les réalisations de l'Europe, en particulier celles qui dépassent la coopération économique et le marché commun. Parmi celles-ci figurent : le soutien aux mécanismes de solidarité, la liberté de circulation avec les accords de Schengen, et le programme d'échange étudiant Erasmus. Dans le même temps, le texte émet des préoccupations face aux crises multiples et interconnectées auxquelles l'Europe est confrontée aujourd'hui. L'afflux de migrants et de réfugiés, les conflits violents et les attentats terroristes, les crises financières et un euroscepticisme croissant, tout cela menace le projet européen et l'élaboration de valeurs communes. En guise de réponse, cette lettre ouverte aborde ces questions sous l'angle théologique, avec notamment une réflexion sur les notions de *koinonia* et de *diaconia*, et invite les Eglises à contribuer de manière positive à l'édification d'une maison européenne commune.

Avec cette analyse des défis actuels que rencontre l'Europe, qui s'inscrit dans le cadre des préparatifs en vue de la prochaine Assemblée de la KEK prévue en 2018, le Comité Directeur de la KEK :

- diffuse cette lettre ouverte aux Eglises d'Europe à propos de la situation sur le continent, qui résume sa vision de l'Europe en ce qui concerne l'UE et fait part de ses préoccupations quant à l'avenir de cet historique projet européen dans les circonstances actuelles ;
- réaffirme sa compréhension de l'UE en tant que communauté de valeurs telles que dignité humaine, paix, réconciliation, justice, Etat de droit, démocratie, respect des droits humains, solidarité et durabilité ;
- incite les Eglises membres de la KEK et tous les Chrétiens d'Europe à redoubler d'efforts pour accroître la visibilité dans la sphère publique des vertus chrétiennes

comme le respect d'autrui, la solidarité, la diaconie et l'élaboration d'une communauté ;

- appelle les Eglises en Europe à une discussion intensive sur l'avenir de notre continent, le rôle de l'Union Européenne et notre vision des valeurs partagées ;
- invite les Eglises membres de la KEK et organisations partenaires à réagir à cette lettre en examinant les situations spécifiques à travers le continent et en contribuant à un processus consultatif et participatif en perspective de la prochaine Assemblée de la KEK.

## I. Introduction

*« Sur la base de notre foi chrétienne, nous nous engageons pour une Europe humaine et sociale, dans laquelle s'imposent les droits de l'Homme et les valeurs fondamentales de la paix, de la justice, de la liberté, de la tolérance, de la participation et de la solidarité. »*

*Charta Oecumenica*

En 2001, avec la *Charta Oecumenica*, les Eglises ont affirmé ensemble leur franc soutien à un processus destiné à rassembler l'Europe. Dans ce même document, les Eglises ont déclaré : *« sans des valeurs communes, l'unité ne peut être atteinte de façon durable. »*<sup>1</sup> A présent, 15 ans plus tard, nous nous trouvons dans une situation où des partis et groupements politiques expriment haut et fort leur refus de poursuivre l'intégration politique et économique sur notre continent. Ce qui semblait une position logique il y a 15 ans apparaît aujourd'hui moins évident. Au contraire, l'on constate qu'une large partie de l'opinion ne croit plus à la promesse d'une Europe unie, n'a plus confiance en l'élite politique, et voudrait renationaliser certaines compétences politiques.

Dans ce document, la KEK tente d'analyser les développements récents en Europe par rapport à leur possible impact sur nos valeurs fondamentales communes. Nous nous focaliserons sur l'Union Européenne et les défis auxquels l'UE est aujourd'hui confrontée. Dans le même temps, il est clair que l'évolution de la situation dans l'UE ne peut pas être analysée isolément. L'image plus large de l'Europe dans son ensemble doit être prise en compte. La fragmentation de l'Europe constitue un défi de plus en plus préoccupant pour le continent.

A ce moment de son histoire, l'Union Européenne – qui couvre la majeure partie du continent et dont l'évolution a un impact considérable sur le reste du continent – se trouve à un carrefour. Ensemble, nous devons œuvrer à nourrir l'espoir et à élaborer des solutions constructives à nos problèmes communs. Cette lettre ouverte est un appel à rejoindre ce processus, à définir une nouvelle vision pour l'Europe – un foyer pour nous tous, en s'inspirant du passé et en regardant l'avenir avec un espoir renouvelé.

## II. Contexte

*Il est possible en ces temps changeants de préserver le respect de la dignité humaine, la paix, la justice, la liberté, la tolérance, la participation et la solidarité.*

---

1. Pour le texte complet, consulter la *Charta Oecumenica*, document conjoint de la KEK et du CCEE (Strasbourg, 2001).

Les problèmes qui surviennent dans un monde toujours plus globalisé et interdépendant nécessitent des solutions globales et internationales. Par exemple, le changement climatique et la pollution ne s'arrêtent pas aux frontières nationales. Le crime organisé et le terrorisme international nécessitent des réponses internationales. Les problèmes économiques mondiaux requièrent des solutions coordonnées au niveau global. Il est clair que les pays individuels sont moins efficaces pour régler leurs problèmes lorsqu'ils agissent seuls que lorsqu'ils coopèrent avec d'autres pays. L'établissement de partenariats et de réseaux amplifie leur voix et renforce leur influence.

De plus en plus de gens réfutent l'idée que les questions globales requièrent une approche globale. Ils pointent du doigt le fait que seuls de petits groupes de personnes se sont accaparés les bénéfices de la globalisation et que la majeure partie de la population subit les conséquences négatives de ce processus. Quasiment partout dans le monde, la globalisation a entraîné un accroissement des inégalités et des perspectives en baisse pour les classes moyennes et ouvrières. En outre, beaucoup ont le sentiment d'être soumis à des forces globales sur lesquelles ils n'ont aucune prise et qui menacent leur identité. Il n'est donc guère surprenant que l'idéal d'une indépendance souveraine conserve – et même regagne – un attrait important.

Beaucoup de gens se méfient à présent de la mondialisation et considèrent ceux qui militent pour l'intégration économique et politique comme une élite dépassée qui défend ses propres intérêts sans se préoccuper de l'intérêt du peuple. Par conséquent, on assiste à une insistance croissante sur l'identité nationale, la souveraineté, et à une renationalisation des politiques. Une question-clé dans ce contexte est comment réconcilier la nécessité évidente de coopération internationale et de politiques communes avec le souhait légitime de nombreuses personnes de s'approprier et de maîtriser les politiques qui impactent leur vie quotidienne.

A l'évidence, des opinions divergentes existent au sein des Eglises et entre les chrétiens quant aux détails des politiques à mener et à la façon d'organiser l'Europe. Il en va de même pour des questions centrales comme rester dans l'Union européenne ou la quitter. De telles différences sont parfaitement légitimes.

Pour la Conférence des Eglises européennes (KEK), en ces temps changeants, la question cruciale est de s'assurer que soient préservées les valeurs fondamentales censées guider les processus politiques sur notre continent—respect de la dignité humaine, paix, justice, liberté, tolérance, participation, solidarité et durabilité. La KEK estime qu'il est hors de question de faire des concessions sur ces valeurs de base. Même si les choix politiques diffèrent, l'unité en Europe est profondément ancrée dans ces valeurs. (

### III. **Perspective historique**

*Prier pour, rêver de et proclamer la possibilité d'une voie meilleure.*

Après la seconde guerre mondiale, notre continent a subi de multiples crises. La pénurie alimentaire était endémique, il y avait d'importants mouvements de déplacés - pas uniquement les prisonniers de guerre et les victimes des camps de concentration - qui tentaient de rentrer chez eux, de retrouver leur famille ou de trouver un nouveau lieu de vie car leur maison avait été détruite pendant la guerre. Il a fallu reconstruire à grands frais la

plupart des grandes villes du continent. Presque toutes les économies avaient besoin d'être remises à flot. La dette de l'Allemagne fut alors réduite de moitié. Peu après la guerre, le continent s'est divisé entre Est et Ouest selon des lignes idéologiques et la guerre froide s'est installée.

C'est dans cette atmosphère fébrile de la moitié du vingtième siècle qu'un petit groupe international d'hommes d'Etat chrétiens se sont réunis et ont osé prier pour une voie meilleure, en ont rêvé et en ont proclamé la possibilité. Une voie qui permette aux divers peuples de l'Europe de vivre et de prospérer ensemble dans la paix. Cette vision ne pouvait se réaliser que si les peuples et les nations étaient prêts à accepter des valeurs communes émergeant de l'héritage culturel, religieux et humaniste de l'Europe; des valeurs qui sont au cœur du message de l'Évangile. Aimez vos ennemis, pardonnez comme il vous a été pardonné, soyez solidaires avec les pauvres et les affligés, partagez avec votre prochain. C'est vers cet héritage que nous nous tournons aujourd'hui encore dans nos efforts en faveur de la réconciliation et de la solidarité en Europe. C'est pourquoi le chancelier allemand Conrad Adenauer, le premier ministre italien Alcide de Gasperi, le ministre des affaires étrangères belge Paul Henri Spaak et beaucoup d'autres ont réagi positivement lorsque le ministre des affaires étrangères Robert Schuman a fait sa fameuse déclaration du 9 mai 1950 en faveur de la coopération européenne. Cette déclaration contenait un message de pardon de la part de la France et tendait un rameau d'olivier à l'Allemagne. Il s'agissait, pour mener les affaires de l'Europe, de constituer une nouvelle entité multinationale dans laquelle les deux nations depuis si longtemps antagonistes seraient ensemble en tant que partenaires égaux. Ce modèle des débuts nous rappelle la puissance du dialogue pour résoudre les tensions.

La Communauté du Charbon et de l'Acier fut établie en 1951 et réunit les secteurs du charbon et de l'acier appartenant à d'anciens ennemis, ce qui rendait un réarmement occulte impossible. Cette communauté initiale devint la Communauté Économique Européenne (1957) et plus tard l'Union européenne (1993). Le noyau des six premiers États membres a réussi à s'élargir à d'autres pays.<sup>2</sup> Les institutions et les structures conçues à l'origine pour les six nations furent révisées et des adaptations sporadiques du traité eurent lieu lors de la signature des traités de Rome (1957), de Maastricht (1993) et de Lisbonne (2007). Ces adaptations ont servi à juguler des désaccords entre les nations dans la salle des négociations plutôt que sur le champ de bataille et à pérenniser le respect pour le droit, la démocratie et les droits de la personne sur le continent. Tout ceci est arrivé dans un contexte de dépendance mutuelle entre l'Union européenne et le Conseil de l'Europe, ce qui fournit entre autres un fondement pour les activités de l'Union dans plusieurs domaines. Le Conseil de l'Europe fournit aussi une plateforme pour la coopération et le partage dans une région géographique beaucoup plus vaste et présente une image de l'Europe beaucoup plus large que l'Union européenne.

- 
2. Il faut bien reconnaître que les motifs des autres pays européens pour adhérer à la Communauté ne coïncidaient pas toujours avec les objectifs des six États fondateurs. Lors des adhésions ultérieures, les raisons économiques ont joué un rôle de plus en plus prédominant. Pour un développement plus complet de cet argument, voir par exemple : *European Integration – A way Forward?*, Commission Eglise et Société de la Conférence des Eglises européennes, 2009

#### IV . Réalisations

*Le projet européen, dans ses diverses manifestations, représente un exemple de ce qu'il est possible de réaliser grâce à la réconciliation, la stabilité et la prospérité.*

Dans l'histoire de l'Europe, la population de notre continent a subi les effets catastrophiques d'idéologies qui prétendaient établir des normes culturelles, ethniques et religieuses ou pseudo-religieuses s'appliquant à tous. C'est pourquoi l'unification de la plus grande partie de l'Europe dans la paix et la liberté depuis la seconde guerre mondiale et pour la première fois depuis le Moyen-Âge est une réalisation historique importante. Il y a aussi eu des progrès dans le domaine des droits humains. La Convention européenne sur les droits humains, la Cour européenne des droits humains, la Charte sociale européenne et la Charte de l'UE sur les droits fondamentaux sont autant d'étapes importantes pour l'Europe. Le projet européen, dans ses diverses manifestations, représente un exemple de ce que l'on peut réaliser grâce à la réconciliation, la stabilité et la prospérité.

L'Union européenne, avec ses valeurs fondamentales et son cadre de coopération et d'action commune, a été un facteur-clé pour surmonter les régimes politiques antidémocratiques et totalitaires qui ont dominé pendant une bonne partie du XX<sup>ème</sup> siècle l'est et le sud du continent. L'UE a aussi été un facteur-clé dans l'intégration de pays de cette partie du continent au sein de ce nouveau modèle de coopération et de partage.

Sur son propre territoire, l'UE a encouragé la solidarité entre les régions riches et les régions pauvres par des mesures de cohésion et des fonds d'accompagnement (comme le Fond social européen). Plusieurs instruments financiers européens ont aidé à développer la plupart des régions les plus défavorisées. La solidarité entre les régions urbaines et les régions rurales a été encouragée par la Politique agricole commune (PAC), malgré les imperfections de celle-ci. Les acquis sociaux de l'UE dans des domaines comme l'égalité entre les hommes et les femmes, la santé et la sécurité au travail, ainsi que la sécurité sociale pour les travailleurs mobiles au sein de l'Europe sont considérables.

Le jumelage de villes et de villages dans toute l'Europe et les programmes d'échanges pour étudiants tels qu'Erasmus ainsi que la libre circulation des personnes dans la zone Schengen comptent parmi les réussites les plus appréciées de l'UE. Les universités de 28 États de l'UE ainsi que de l'Islande, de la Norvège et du Lichtenstein et des pays candidats ARYM et Turquie participent au programme Erasmus. Depuis ses débuts en 1987, ce programme a soutenu plus de 3 millions d'étudiants. L'accord de Schengen s'applique à des États membres de l'UE (sauf la Bulgarie, la Croatie, Chypre, l'Irlande, la Roumanie et le Royaume Uni) ainsi qu'à des États non-membres comme l'Islande, la Norvège, la Suisse et le Lichtenstein. De tels projets ont permis aux personnes participantes de se rencontrer, ils ont encouragé la compréhension mutuelle et ont donné du sens à la coopération européenne au niveau de la population.

Au niveau mondial, l'UE a le budget d'aide humanitaire d'urgence (ECHO) le plus élevé du monde et ses membres sont des acteurs essentiels dans le domaine de la coopération pour le développement (en particulier grâce à ses budgets pour le développement et au

Fond européen de développement). Concernant le changement climatique et la protection de la nature, l'UE joue un rôle moteur. Enfin, l'UE a mené plusieurs opérations de maintien de la paix dans différentes parties du monde.

D'une manière générale, l'UE fournit le contexte institutionnel dans lequel les problèmes concernant les citoyens que les États membres ne peuvent traiter eux-mêmes facilement peuvent être abordés. Ce faisant, on est le plus souvent conscient du fait qu'on peut atteindre davantage ensemble qu'en tant que pays individuel agissant seul. Grâce à un dialogue régulier et transparent avec ces institutions, nous nous efforçons d'aborder démocratiquement et dans un esprit d'ouverture les problèmes auxquels l'Europe est confrontée.

#### **V. L'Europe à la croisée des chemins : Réimaginer l'Europe et réaffirmer les valeurs fondamentales**

*Nous sommes à un carrefour de l'histoire européenne. En jeu, l'avenir-même du développement de politiques communes basées sur l'interdépendance et la diversité réconciliée.*

En créant l'Union Européenne en tant qu'entité supranationale, les fondateurs de l'UE ont voulu surmonter le piège du nationalisme qui, à deux reprises en un demi-siècle, a entraîné l'Europe dans des guerres désastreuses. L'intégration de l'Europe en une Union Européenne, était un projet visionnaire. Il allait au-delà de la réconciliation entre États et aspirait à unir les peuples d'Europe autour du concept de « communauté de valeurs partagées ». En 1990, Jacques Delors, alors Président de la Commission européenne, a même appelé les Eglises et les communautés religieuses à contribuer activement à donner 'un cœur et une âme à l'Europe'. Plus récemment, des documents comme la Charte des Droits Fondamentaux (proclamée en 2000) et le Traité de Lisbonne (2009), ont à nouveau mis en évidence les valeurs partagées sur lesquelles l'Union repose.

Pourtant, depuis quelques temps, des dirigeants de l'UE et de nombreux citoyens ne proclament plus – et réfutent même – ces valeurs qui sous-tendent l'UE. Pour beaucoup de gens, l'Union Européenne est devenue une institution mécaniste, technocratique, un projet bureaucratique, bien éloigné des préoccupations quotidiennes des citoyens, un appareil impénétrable, encombrant et onéreux. Le soutien populaire pour l'UE est en rapide déclin. Phénomène aggravé quand les responsables nationaux ne manquent pas une occasion de blâmer les Institutions européennes pour tout ce qui va mal et se gardent d'attribuer à l'UE ce qui fonctionne bien. Lorsqu'on élabore des politiques communes dans l'UE de nos jours, il semble que l'on se fonde davantage sur une simple analyse des coûts et des-bénéfices pour les États membres individuels que sur des valeurs communes.

De nombreuses valeurs qui ont contribué à l'élaboration de l'Europe au cours des soixante dernières années, telles que la solidarité envers les plus faibles et le respect des droits humains, semblent se volatiliser sous la pression des multiples crises. Les Eglises en Europe doivent défendre ces valeurs comme fondements indispensables pour la justice et la paix sur notre continent.

Nous sommes à un carrefour de l'histoire européenne. Ce qui est en jeu est l'avenir-même du développement de politiques communes fondées sur

l'interdépendance et la diversité réconciliée. Au fil des ans, cette idée a contribué à une Europe qui largement vécu en paix et qui s'efforce de renforcer l'intégration économique et la justice sociale.

Face à cette situation, il nous faut réimaginer l'Europe dans son ensemble et l'Union Européenne en particulier, réaffirmer les valeurs fondamentales de ce projet historique, et réévaluer celles-ci à la lumière des évolutions qui ont eu lieu au cours des soixante dernières années. Quelles valeurs devraient être au cœur de l'identité européenne ? Comment gérer les tensions qui existent entre le désir de souveraineté et d'homogénéité d'une part, et la coopération européenne et la diversité culturelle d'autre part ? Qu'est-ce que cela signifie pour l'avenir de l'Union Européenne et l'avenir du continent dans sa globalité ? Quelle Europe et quelle Union Européenne sont nécessaires pour être à la hauteur des valeurs communes définies par les Eglises dans la *Charta Oecumenica* ?

## VI. Crises multiples et interconnectées

L'Europe en général et l'Union Européenne en particulier sont confrontées à de multiples crises. Certaines sont mondiales (comme la récession économique) et de nature géopolitique (comme les guerres en Syrie et en Irak et le "conflit gelé" en Ukraine). D'autres crises sont dues à des problèmes plus directement liés aux politiques de l'UE (comme la crise de l'Euro) et à l'absence d'une politique efficace de l'UE à l'égard des réfugiés qui veulent entrer dans l'UE. Ces crises qui se produisent simultanément ont des conséquences dramatiques pour tout le continent. Pour la première fois depuis des décennies, des réalisations et des principes fondamentaux de l'UE sont menacés. Au lieu de relever les défis, l'UE craque sous la pression. On a d'un côté un sentiment de crise grandissant, une méfiance accrue, et de l'autre une UE incapable de réagir efficacement. Par conséquent, les Etats ont de plus en plus tendance à agir unilatéralement.

### Conflits violents et attentats terroristes

La crise première à laquelle l'Europe est confrontée concerne des conflits géopolitiques violents, y compris ceux en Syrie et en Irak, ainsi qu'en Ukraine. Les conséquences de ces conflits pour l'Union Européenne sont un nombre croissant de réfugiés et les récents attentats terroristes en Europe. Par conséquent, on attend de l'Union Européenne qu'elle s'efforce de jouer un rôle majeur pour mettre fin ou même prévenir de tels conflits. Pour cela, il faudrait poursuivre et intensifier les initiatives diplomatiques, mais aussi s'assurer de ne pas alimenter davantage ces conflits par des exportations d'armes. Au lieu de cela, l'Union Européenne a adopté une attitude plutôt passive. Concernant le conflit en Ukraine, l'UE s'est montrée plus active mais n'a pas pu empêcher les difficultés qui ont entraîné des tensions entre l'Union et la Russie. Cette situation illustre la faiblesse de l'UE à élaborer des politiques extérieures communes cohérentes (par le biais du Service Européen pour l'Action Extérieure).

Outre ces guerres violentes, l'Europe a été frappée par la violence de plusieurs attentats terroristes en Espagne, au Royaume-Uni, en France et en Belgique. Même si l'on ne pourra probablement jamais éradiquer le terrorisme, il est clair que pour contrer le terrorisme en cette époque de mondialisation, une coopération transfrontalière efficace

entre services de renseignement et services de police est nécessaire. A l'évidence, ces développements récents remettent profondément en question l'UE en tant qu'organisation dont l'une des valeurs fondamentales est d'établir la paix.

## Migration

Aujourd'hui, le plus grand défi pour l'UE est de trouver comment réagir à l'afflux massif de réfugiés, dont la majorité arrivent dans les pays du sud de l'Europe déjà très durement touchés par la crise économique depuis 2008. Cette situation est principalement, mais pas exclusivement, due aux conflits violents qui ont lieu aux portes de l'Europe. Trouver une réponse commune à ce défi s'avère extrêmement complexe. Le droit international exige des Etats membres qu'ils examinent chaque demande d'asile soumise sur le territoire européen. Au lieu de se partager les responsabilités et d'investir dans le Système Commun Européen d'Asile, les Etats membres s'accusent mutuellement de créer des effets d'appel, comme ce fut le cas pour l'Italie avec l'Opération Mare Nostrum de Recherche et de Sauvetage, ou pour l'Allemagne avec la décision de la Chancelière Angela Merkel d'accueillir tous les réfugiés. Les propositions de la Commission Européenne de répartir les responsabilités et de s'atteler au problème de l'accueil des réfugiés, bien que sujettes à négociation, ont été rejetées par de nombreux Etats membres. Afin de diminuer le nombre des arrivants, l'UE et la Turquie ont conclu un marché en mars 2016. En vertu de cet accord, tout migrant illégal arrivant dans les îles grecques en passant par la Turquie sera renvoyé en Turquie. Et pour chaque Syrien renvoyé en Turquie depuis les îles grecques, un autre Syrien sera réinstallé dans l'UE depuis la Turquie. Cet accord a été sévèrement critiqué par les Nations Unies, les ONG nationales et internationales et les Eglises comme étant incompatible avec le droit international.

Les Eglises plaident pour la création de voies de passage sûres vers l'Europe — y compris davantage de réinstallation de réfugiés venant de pays de premier asile comme le Liban, la Jordanie et la Turquie. Elles demandent aussi une approche plus généreuse en matière de regroupement familial, de délivrance de visas humanitaires ou de levée des exigences de visa. Ceci pourrait—combiné avec des possibilités de migration légale de main d'œuvre—réduire fortement les pertes en vies humaines aux frontières de l'UE et favoriser une migration plus ordonnée. Dès 2014, des propositions détaillées ont été formulées par des organisations chrétiennes dans un cadre œcuménique.<sup>3</sup>

Alors que la Commission Européenne propose de modifier le Règlement de Dublin, de nombreux Etats membres se montrent réticents quant à une modification du principe de base du Règlement de Dublin qui exige que les demandes d'asile soient enregistrées dans le premier Etat de l'UE rencontré par les migrants. Ce principe fait porter un lourd fardeau aux pays du Sud qui bordent la Méditerranée, principal point d'entrée à partir de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient.

Bien que le droit international exige que l'Europe offre la protection aux personnes dans le besoin et donc permette à toute personne arrivant en Europe de deman-

---

3. Voir les recommandations:

[http://www.ccme.be/fileadmin/filer/ccme/20\\_Areas\\_of\\_Work/01\\_Refugee\\_Protection/2014-11-20\\_Christian\\_Group\\_Recomm\\_for\\_safe\\_legal\\_paths\\_to\\_protection\\_final.pdf](http://www.ccme.be/fileadmin/filer/ccme/20_Areas_of_Work/01_Refugee_Protection/2014-11-20_Christian_Group_Recomm_for_safe_legal_paths_to_protection_final.pdf)



der l'asile, les moyens drastiques de dissuasion adoptés par certains pays pourraient devenir la norme. On assiste à un choc des valeurs en politique européenne. D'un côté l'obligation morale et légale de porter assistance aux personnes dans le besoin, et de l'autre le devoir politique de garantir le bon ordre des procédures et de l'acheminement vers et dans l'UE. Au vu de la montée des opinions anti-immigrants, ce choc risque de s'intensifier à brève échéance.

Les tentatives de trouver une réponse commune ont provoqué d'amères tensions et dissensions entre et au sein des Etats membres de l'UE. Une des manifestations les plus visibles de l'unité européenne, les Accords de Schengen, grâce auxquels il est possible de voyager sans passeport dans presque toute l'UE et les autres pays participants, sont aujourd'hui sous pression. On assiste déjà à l'imposition unilatérale de contrôles aux frontières entre certains Etats membres.

Malgré toute son importance humaine, économique et symbolique, l'avenir de Schengen est aujourd'hui mis en question. Ceci est mis au compte des arrivées continues de réfugiés et de migrants venus du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, mais cela révèle aussi le degré élevé de méfiance entre les Etats membres de l'UE. Pour que les responsables de l'UE puissent sauver Schengen, il faut qu'ils fassent preuve d'une unité et d'une volonté politique qui a fait défaut jusqu'à aujourd'hui. Il faudrait qu'ils s'accordent sur des procédures communes et qu'ils encouragent la confiance entre les Etats membres et se soutiennent mutuellement.

La situation actuelle est extrêmement urgente. Il est très dommageable pour l'âme de l'Europe d'écarter des frontières au moyen d'armes à feu les victimes de la violence et de la terreur ou de laisser les gens se noyer dans la Méditerranée. La solidarité avec les réfugiés est une conséquence de la foi chrétienne et de notre engagement à travailler en faveur d'une société juste et miséricordieuse.<sup>4</sup> C'est pourquoi le sort actuel des réfugiés et des migrants est un sujet de grave préoccupation pour la KEK.

#### Développements économiques et crise de l'Euro

La Troisième crise sur la liste des difficultés actuelles de l'Europe est la récession économique déclenchée par l'effondrement des banques partie des USA en 2008. Une grande partie de l'UE reste enfoncée depuis dans une semi-dépression accompagnée d'un chômage très élevé et d'une situation insoutenable des finances publiques qui a conduit à de sévères mesures d'austérité. Celles-ci ont frappé le plus durement les pauvres.

De plus, l'UE est confrontée à une crise monétaire qui dure depuis plus de sept ans. La politique de la corde raide qui a caractérisé les négociations avec la Grèce au cours de l'année 2015 est un indicateur de la fragilité de la zone Euro. Au lieu d'unir les pays de la zone Euro, l'Euro est la cause de tensions entre les pays et il n'y a pas encore de solution à l'horizon. Au contraire, la décision de la Grèce d'accepter un nouveau paquet de mesures d'austérité donne de plus en plus l'impression que la zone Euro est un piège plutôt

---

4. Déclaration du Conseil de l'Eglise Evangélique d'Allemagne (EKD) à propos de la situation de l'Europe, 23 avril 2016.

qu'une perspective prometteuse pour des membres potentiels de la zone. Les Grecs sont confrontés à un grave dilemme : si la situation de leur pays démontre qu'il n'y a d'alternative que d'obéir aux lois de l'union monétaire, cela signifie que les choix démocratiques des électeurs sont limités. Ce n'est pas de bonne augure et c'est une situation qui ne peut pas durer. La zone Euro ne peut indéfiniment survivre si elle n'est qu'un projet à moitié fini - une union monétaire sans union économique. Il existe par conséquent un risque réel de retour à une crise de l'Euro dans un avenir assez proche. Cela renforcerait encore une fois la tension entre la souveraineté démocratique et la politique économique et monétaire commune. Cela reposerait aussi le problème du principe de solidarité entre les pays et les peuples de l'UE.

### Euroscepticisme

Dans plusieurs Etats membres, l'euroscepticisme grandit. Dans certains pays, certains partis et groupements politiques s'en sont saisis pour affirmer que leur pays devrait quitter l'Union. Plusieurs pays membres (par exemple la Grèce, les Pays-Bas et la Hongrie) ont décidé de consulter leurs citoyens sur des questions liées à l'Union européenne par référendum. Le référendum comportant les implications les plus graves a été organisé par le gouvernement du Royaume-Uni. Il doit avoir lieu le 23 juin et décider si le Royaume-Uni doit rester dans l'Union ou la quitter.

Un des termes clef de ces débats est la souveraineté. Ceux qui souhaitent que leur pays quitte l'UE disent qu'ils voudraient retrouver leur souveraineté nationale tandis que ceux qui souhaitent rester dans l'UE disent que plus de souveraineté conduirait à moins d'influence sur les affaires européennes et mondiales. L'archevêque de Canterbury Justin Welby appelle à ce sujet à un débat public en profondeur dans lequel la foi chrétienne devrait jouer un rôle :

*Comment pouvons-nous redonner vie aux idées telles que la souveraineté et la subsidiarité - des idéaux issus de la foi chrétienne dont les dimensions politiques ne saisissent le sens qu'en partie - et aider à encourager une approche de la relation de la Grande-Bretagne avec l'UE dans l'avenir qui soit fondée sur des valeurs, une approche qui comporte des points de vue économiques et politiques mais ne s'y limite pas ? Nous nous efforçons d'apporter ... une contribution utile à ce débat.<sup>5</sup>*

On va probablement continuer à discuter dans l'avenir proche du dilemme entre la souveraineté et l'interdépendance au sein de l'UE. Il est clair que si un pays met tout le poids sur la souveraineté et décide de quitter l'UE, cela risque de la faire plonger dans une crise plus profonde.

### Déficit démocratique

Dans plusieurs Etats membres de l'UE, on observe un fossé grandissant entre les positions de l'élite politique, qui est largement en faveur de la poursuite de l'intégration eu-

---

5. *Reimagining Europe*, une initiative conjointe de l'Eglise d'Angleterre et de l'Eglise d'Ecosse, <http://www.reimaginingeurope.co.uk/learning-to-disagree-well-on-europe/>

ropéenne, et celles d'un nombre grandissant de groupes de la société qui ont perdu leur confiance en cette élite. Pour eux, il s'agit d'eurocrates technocrates qui ont perdu le contact avec la réalité dans laquelle la plupart des gens vivent en Europe et se sont éloignés des idéaux qui ont motivé les fondateurs du projet européen.

Le fossé entre les citoyens et les institutions n'est pas un phénomène limité à l'UE. On l'observe aussi au niveau des Etats membres individuels et même au delà de l'Europe. Dans de nombreux Etats membres de l'UE, des groupes politiques sont en train d'émerger qui mettent en question la légitimité de l'élite gouvernante dans leur propre pays et davantage encore au niveau de l'UE. L'UE est en train de perdre sa popularité. Pour des groupes assez conséquents de citoyens, l'UE est un pouvoir distant que l'on ne peut pas influencer et qui avance selon sa propre dynamique. De plus, l'UE est soupçonnée de porter atteinte à la souveraineté nationale et de réduire le pouvoir des citoyens. Des politiciens qui, au fil des années, ont rendu l'UE responsable pour beaucoup de problèmes qui n'étaient pas du ressort de l'UE, ont contribué à cette distance grandissante entre les institutions de l'UE et ses citoyens.

Ce processus de perte de contact entre les citoyens de l'UE et les institutions de l'UE dure depuis des années. C'est l'une des raisons pour lesquelles le traité de Lisbonne (2007) a donné un plus grand rôle au parlement européen dans les processus de décision de l'UE. On espérait que cela revaloriserait le sentiment d'appartenance chez les électeurs européens. En même temps, le rôle du Conseil européen a été élargi et les chefs d'Etat et de gouvernement des Etats membres ont plus à dire dans les affaires de l'UE. Ces efforts reconnaissent que la coopération au niveau de l'Union et la subsidiarité sont étroitement liées. Il faut réconcilier le désir légitime de subsidiarité avec le besoin de coopération entre des Etats souverains. Cela aidera à entretenir un sentiment d'appartenance à l'UE parmi ses citoyens. La coopération au niveau européen devrait être limitée au niveau de thèmes et de domaines de travail où la coopération est absolument nécessaire pour faire avancer le bien commun.

Les changements qui résultent de l'adoption du traité de Lisbonne, cependant, n'ont pas eu le résultat espéré et ne sont pas parvenus à susciter une plus grande confiance parmi les citoyens de l'UE. En fait, l'Union européenne, qui était à l'origine un projet visionnaire est de plus en plus confrontée à des doutes et des frustrations. Le déficit démocratique perçu et les difficultés économiques créent une situation où de plus en plus de gens mettent en question la légitimité de l'UE et de ses institutions.

## VII. **L'UE perd-elle son attrait ?**

*“Lorsqu'il n'y a plus de vision d'avenir, un peuple vit dans le désordre. (Proverbes 29:18)”*

Les nombreux problèmes actuels auxquels l'UE est confrontée créent une situation où les réalisations et les fondements de l'Union sont menacés. Cela touche à la monnaie unique, la libre circulation intérieure, l'accès aux prestations sociales pour les citoyens de l'UE dans le pays où ils vivent, et l'UE en tant que projet de paix. L'impression qui se dégage de l'UE est qu'elle est divisée, souffre de luttes internes et est incapable d'élaborer des réponses efficaces aux problèmes communs. Au lieu d'être perçue comme faisant partie de la solution, l'UE est considérée par beaucoup comme faisant partie du problème. Jamais dans son histoire les tensions et les divisions n'ont été si graves. Un effondrement

complet de l'Union est encore improbable, mais un détricotage partiel et une marginalisation de l'UE semble tout à fait possible actuellement.

Si on regarde les choses de plus loin, les multiples crises s'inscrivent dans une image plus large. Par exemple, si on crée une union monétaire sans institutions économiques, sans politique fiscale et sans système juridique communs, on risque fort de finir dans le mur. De même, une zone de circulation sans passeport sans une surveillance des côtes et sans contrôles douaniers communs ne peut fonctionner à long terme. Ainsi émerge une UE qui a tendance à faire des compromis indécis et des constructions fragiles. Une telle UE risque de s'effiloche lorsque les pressions sont trop fortes.

L'UE, avec son système complexe de poids et contrepoids, ses règles de vote à double majorité pour certaines législations et à l'unanimité pour d'autres, n'a pas été construite pour affronter les crises géopolitiques et économiques mondiales. Elle a été conçue pour gérer des questions comme la négociation d'accords commerciaux, pour mettre en place une politique de concurrence loyale, pour mener une politique agricole commune et pour déboursier des fonds structurels. À présent, l'UE semble dépassée par les effets des conflits militaires mondiaux et régionaux, et par les difficultés à coordonner efficacement une politique macroéconomique et à gérer les urgences humanitaires à l'intérieur de ses propres frontières. Si on ajoute à cela les récentes attaques terroristes à Paris et en Belgique, la guerre (gelée) en Ukraine, les queues devant les soupes populaires à Athènes, le corps d'un enfant réfugié échoué sur la côte turque, les animosités contre l'Islam et contre les immigrants ainsi que le chômage des jeunes, on comprend pourquoi l'UE a perdu son attrait pour beaucoup de ses citoyens et pourquoi le désir de re-nationaliser la politique et l'appel à plus de souveraineté nationale gagnent du terrain.

L'Europe d'aujourd'hui se caractérise par un manque de vision et d'espérance et par une peur grandissante. La peur du chômage, la peur concernant le paiement des retraites dans l'avenir, le changement climatique, le terrorisme, les conflits aux frontières, les migrants et les réfugiés, la peur de perdre son identité et sa culture dominent les pensées au quotidien. Beaucoup de gens se sentent impuissants et pensent être victimes de processus sur lesquels ils n'ont aucune prise. La situation et le climat ambiant actuel représentent une menace pour les valeurs sur lesquelles l'UE a été construite : la paix, la solidarité, l'unité dans la diversité, la démocratie, la justice, le droit, les droits humains, la liberté religieuse et la durabilité écologique. Si l'UE devait se déconstruire, les valeurs communes sur lesquelles elle est fondée seraient elles aussi en danger. C'est pourquoi il n'est pas exagéré de considérer les problèmes fondamentaux qui se posent actuellement au projet de coopération européenne comme un Kairos - un moment de vérité - pour l'avenir de l'Europe.

### **VIII. L'UE à la croisée des chemins**

Un Kairos ou une crise comportent des dangers mais offrent aussi la possibilité de choisir de nouvelles voies pour avancer. La situation actuelle de l'UE est sérieuse, mais elle offre aussi l'occasion de ré-imaginer l'Union. Dans ce contexte, il est très important d'écouter attentivement les soucis et les critiques de beaucoup au sujet de l'UE. L'UE n'a pas d'avenir si on ne tient pas compte du sentiment qu'il est difficile de réconcilier

l'élaboration de politiques communes avec le désir de souveraineté nationale. S'il n'est pas possible de convaincre les gens que l'abandon d'une certaine souveraineté permettrait de mener une politique plus efficace dans la gestion de problèmes mondiaux, l'UE ne survivra pas. Si on ne parvient pas à convaincre les gens que, dans un monde de plus en plus globalisé, même les grands Etats européens sont trop petits pour pouvoir influencer l'évolution économique et sociale ainsi que la durabilité écologique et défendre efficacement les droits humains et la dignité humaine, l'UE telle que nous la connaissons actuellement n'a pas d'avenir. Si on ne parvient pas à prouver clairement que, dans l'ensemble, on est mieux au niveau matériel et immatériel au sein d'un organisme tel que l'UE, celle-ci perdra sa raison d'être. Si l'UE ne parvient pas à mettre en place des processus de décision transparents, l'Union restera sujette au reproche de ne pas être démocratique. Si on a le sentiment de ne pas être consulté et de n'être pas partie prenante des mesures communes de l'UE, l'Union continuera à manquer de l'attrait nécessaire pour ses citoyens. Si les gens ne se sentent pas concernés par l'UE, ils finiront par la désavouer.

La crise actuelle offre l'occasion de réajuster les mécanismes de prise de décision européens. On n'a pas besoin de décider de tout à Bruxelles mais ce qui a été décidé requiert une légitimité démocratique. Ce qui est important, tant au niveau européen qu'au niveau national, c'est de trouver des moyens d'écouter ce que les gens disent vraiment. Il semble évident qu'en dehors de tout jeu politique, il y a un souci général concernant les rouages de l'UE. On ne comprend pas comme elle fonctionne, les électeurs ont l'impression de ne pas être consultés ou impliqués et les résultats sont par conséquent sujets à critique. La transparence et l'écoute des citoyens sont d'une importance cruciale pour l'avenir de l'EU.

Une autre question importante est la reconnaissance et le respect de la diversité.

Au cours de son histoire, l'Europe n'a jamais été homogène (chrétienne) et l'Europe de l'avenir sera elle aussi pluraliste. Dans le passé, l'islam a influencé la culture, surtout dans la péninsule ibérique et dans certaines parties de Balkans et lors des décennies récentes, des vagues migratoires ont apporté l'islam et d'autres religions dans plusieurs parties de l'Europe. En même temps, on constate une tendance à la sécularisation en particulier en Europe de l'Ouest et du Nord. Certaines parties de l'Europe ont évolué vers davantage d'unité, mais la diversité demeure une caractéristique de l'identité du continent. Pour que l'Europe ait un avenir, cette diversité des cultures, des traditions et des identités culturelles doit être respectée, cultivée et il faut s'en réjouir. Même si elle était souhaitable, une Union qui serait un «super-Etat» n'est pas envisageable dans un avenir proche. Cependant, une Europe qui se caractérise et se fonde sur de multiples identités pourrait être une bonne base pour élaborer des mesures communes concernant des questions communes et pour aboutir à une situation où toutes les parties impliquées y gagneraient. Le désenchantement semble grandir à l'intérieur de l'Europe concernant l'évolution de l'UE au cours des dernières années. Avec en contrepartie un réveil des sentiments nationaux et régionaux. Mais, en dehors de ses frontières actuelles, l'attrait d'une communauté en paix, d'une prospérité relative, du respect des droits humains et du droit est plus vif que jamais. Cette popularité est paradoxale : l'UE a perdu son charme pour ses propres citoyens, tandis que ceux de l'extérieur meurent littéralement d'envie de la rejoindre. Que ce soient les manifestants de la place Maidan à Kiev en 2014 morts sous une grêle de balles avec le brassard à douze étoiles de l'UE ou les réfugiés qui prennent des embarca-

tions inadaptées à la mer pour rejoindre nos rivages en prenant le risque qu'eux-mêmes ou leurs proches n'arrivent chez nous que dans un linceul, ou encore ceux qui campent dans le froid et dans des conditions insalubres aux frontières (provisoirement) fermées de Schengen. Le niveau d'attachement à l'Europe et l'espoir de l'atteindre ou de se joindre à l'UE est à son maximum.

#### IX. **Une communauté de valeurs et un projet en quête d'une âme**

*Croyez-moi : nous ne réussirons pas l'Europe uniquement sur base de compétences juridiques ou de capacités économiques. Si nous ne parvenons pas à donner une âme à l'Europe ..., à lui donner un esprit et une signification, alors nous aurons échoué.<sup>6</sup>*

*Jacques Delors*

En 1990, le président de la Commission européenne d'alors, Jacques Delors, a senti que l'Europe avait besoin d'une âme. Depuis, les Eglises du continent ont réfléchi à ce que cela pourrait signifier et comment elles pourraient contribuer à cette quête. Quinze ans plus tard, la déclaration de Jacques Delors est à nouveau très pertinente. L'Europe, et surtout l'UE, doit faire face à plusieurs crises interconnectées qui posent de sérieux problèmes à l'Union en tant que « communauté de valeurs. » Prises ensemble, les valeurs sur lesquelles l'UE est édiflée - paix, solidarité, égalité, unité dans la diversité, démocratie, justice, droit, droits humains, liberté et durabilité économique - pourraient être considérées comme éléments de l'âme européenne. Le traité de Lisbonne signé en 2007 affirme aussi clairement que l'Union européenne est fondée sur des valeurs partagées. Les Eglises membres de la Conférence des Eglises européennes (KEK) ont toujours considéré la promotion de valeurs telles que celles mentionnées ci-dessus dans l'espace public, au niveau européen et au niveau national, comme faisant partie intégrante de leur mission.

La KEK reconnaît que beaucoup peut et devrait être fait pour améliorer le fonctionnement de l'Union européenne, mais nous ne pensons pas que ce soit une raison pour désavouer la coopération, la coordination et la politique européenne en tant que telles. Nous avons aussi la conviction que la solution des problèmes de l'UE n'est pas de couper les ponts et de nous cacher derrière nos frontières nationales. L'Europe a déjà essayé de procéder ainsi dans le passé. Les conséquences furent désastreuses. Il faut au contraire, pour avancer, chercher des moyens d'améliorer le fonctionnement de l'Europe sur la base des valeurs communes mentionnées ci-dessus. Une communauté ne se fonde pas seulement sur des lois et des règles mais sur les valeurs qui la sous-tendent. Parlant de l'UE, ces valeurs ne sont pas uniquement chrétiennes mais elles sont profondément enracinées dans la tradition judéo-chrétienne.

L'une des raisons pour lesquelles la KEK et un certain nombre d'Eglises chrétiennes ont apprécié le traité de Lisbonne est qu'il insistait sur les valeurs. Une vision partagée, des objectifs et des valeurs dépassant la sphère économique sont très importants. La recherche de valeurs européennes communes est effectivement la voie qui mène aux objectifs que l'on ne peut atteindre uniquement par la croissance économique, par plus de

---

6. *European Integration - A way forward? Churches in Europe contributing to Europe's future: framework and issues*, Commission Eglise et Société de la Conférence des Eglises européennes, Bruxelles, 2009, 49.

concurrence et par des réformes institutionnelles. Des valeurs portées ensemble peuvent créer l'enthousiasme, la confiance, l'esprit et la vision nécessaires au projet européen. Elles peuvent aussi rendre l'Union plus proche de ses citoyens tout en encourageant un sentiment d'identité. Une autre manière de rapprocher l'Union de ses citoyens est l'application du concept de subsidiarité. La subsidiarité - la prise de décision à des niveaux aussi proches que possible des citoyens - n'est pas le contraire de la solidarité. Elle s'appuie sur l'idée que tout niveau institutionnel à l'intérieur de l'Union devrait faire ce qu'il fait le mieux possible et sur la base de la solidarité. C'est ainsi seulement qu'on pourrait améliorer leur responsabilisation et leur légitimité, deux concepts, qui selon beaucoup de personnes, sont devenus trop rares dans l'UE aujourd'hui.

## X. Le rôle des Eglises et de la KEK en Europe

*La valeur intrinsèque de chaque personne humaine a pour les Eglises une importance fondamentale*

Dans la discussion sur les valeurs qui devraient servir de fondement à la société en Europe, les Eglises devraient faire preuve de modestie et être conscientes du rôle ambigu joué par la religion en Europe au cours des 2000 ans passés. Ce rôle ne peut être discuté en détail ici, mais on peut retenir les termes-clé suivants : croisades, guerres au sujet des religions et entre elles, inquisition, structures patriarcales, chasse aux sorcières, colonisation, traite des esclaves et esclavage, racisme et fascisme.

Mais on ne devrait pas oublier que les Eglises, au cours de l'histoire, ont aussi joué un rôle positif dans la société européenne, par exemple grâce à leur travail pastoral et diaconal, par la mise en place de systèmes de santé, hôpitaux, écoles et universités. Parfois, les Eglises et les chrétiens ont aussi joué un rôle prophétique comme par exemple la publication de la confession de Barmen en 1934 contre le régime nazi et contre ses efforts d'imposer le « Führerprinzip » (le principe du Führer) dans l'Eglise protestante en Allemagne. Les Eglises ont aussi été présentes sur le front du combat contre le racisme et le militarisme, celui de l'aide aux réfugiés et aux requérants d'asile, de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion et, plus récemment, sur celui de la quête pour la durabilité écologique. La valeur intrinsèque de chaque être humain est d'une importance fondamentale pour les Eglises. Ceci reflète la conception de l'être humain créé à l'image de Dieu et interlocuteur de Dieu (Genèse 1 : 27)

Les Eglises, par expérience, connaissent les tensions et les conflits qui peuvent accompagner la diversité. Dans leurs meilleurs moments, elles ont surmonté de tels conflits parce que le sentiment d'appartenance était plus fort que les efforts investis dans la désunion. Dans ces cas là, elles ont davantage mis l'accent sur ce qui unit que sur ce qui sépare les Eglises. C'est sur la base de cette expérience et de cette conviction que les Eglises réunies dans la Conférence des Eglises européennes osent aborder les questions touchant à l'unité dans la diversité sur le continent européen. Mais nous sommes aussi conscients que l'Europe construit son identité en relation avec les autres parties du monde. De ce point de vue, la coopération des Eglises avec le Conseil Œcuménique des Eglises et l'établissement de relations avec les organismes œcuméniques régionaux dans d'autres parties du monde est de la plus haute importance.

## XI. La foi en action: *Diaconia* et *koinonia*

Dans une période où des valeurs européennes telles que la solidarité et les droits humains sont menacées, il est crucial que les Eglises européennes montrent par leurs actions comment ces valeurs peuvent être mises en pratique. Des déclarations sur des questions comme l'avenir de l'Europe ne sont crédibles que si les Eglises elles-mêmes pratiquent les valeurs qu'elles prônent.

Dès le début de l'histoire de l'Eglise, les chrétiens ont mené leur politique sociale au moyen de la *diaconia* (Eph 6,7; Cor 16, 12-18; Phil 2,30).<sup>7</sup> Il s'agit d'un attribut fondamental de l'Eglise et d'un motif directeur pour sa mission. La *diaconia* est fondée sur la communication et la participation. Elle est orientée vers la société et vers les structures économiques, politiques et culturelles fondamentales qui modèlent la vie.

*Une des fonctions importantes de la diaconia est de travailler avec et au nom de ceux qu'elle souhaite servir. Ce rôle implique qu'elle identifie les injustices et les met en question à tous les niveaux - local, national et international. Cela signifie qu'elle aborde le problème des énormes disparités entre les salaires et la richesse dans l'économie mondialisée. Mais cela signifie aussi qu'elle plaide la cause de ceux qui sont exclus en raison de leur race, de leur sexe, de leur foi, de leurs capacités ou de leur âge. Elle insiste sur le fait que tous doivent changer pour que tous puissent vivre dans la dignité. Le ministère et le devoir de la diaconia est aussi de s'attaquer à toutes les injustices - depuis l'usage injuste de la force jusqu'aux injustices commises contre la nature et la création de Dieu. Une telle activité remonte aux valeurs fondamentales de la culture moderne et repose sur notre conviction fondamentale que tous les êtres humains sont égaux devant Dieu et que tous sont créés à l'image de Dieu.»<sup>8</sup>*

Dans l'histoire de l'Eglise, la *diaconia* chrétienne (le service) a toujours été considérée comme une contribution à la création d'une communauté (*koinonia*) solidaire, une *koinonia* de personnes (1 Jean 1,7). Il s'agit d'exprimer la plénitude du corps de Christ. Du point de vue théologique, la *diaconia* est inséparable de la *koinonia*. Une communauté locale peut se réaliser pleinement lorsqu'elle est une Eglise qui sert, une Eglise diaconale. Comme le grand théologien du 20ème siècle Dietrich Bonhoeffer (1906-1945) l'a souligné : « L'Eglise n'est l'Eglise que si elle est là pour les autres. »

L'idée de la nécessité d'un témoignage commun dans la société civile a été reprise à plusieurs occasions par le président de l'Eglise Evangélique d'Allemagne (EKD), Heinrich Bedford-Strohm. Il souligne qu' « *il nous faut être attentifs dans notre travail à la théologie et au témoignage publiques.* »<sup>9</sup> Ce point de vue est repris et appliqué à l'Europe par l'archevêque Michael, ancien métropolitain d'Autriche, qui a affirmé que dans des temps

---

7. Ce mot est d'origine grecque et signifie 'service'.

8. *European integration – A way forward?*, Commission Eglise et Société de la Conférence des Eglises européennes, Bruxelles, 2009.

9. Voir par exemple son discours lors de la Consultation de la KEK au sujet du Pèlerinage pour la Justice climatique et la Paix, organisée à l'Académie Protestante de Villigst, à Schwerte (Allemagne) le 15 octobre 2015.



difficiles, il faut que les Eglises, plus que jamais « *projetent leurs valeurs dans une société plus large et exhortent les responsables politiques à respecter la personne humaine créée à l'image et à la ressemblance de Dieu. Pour ce faire, les Eglises devraient faire preuve de responsabilité au niveau œcuménique et apporter un témoignage chrétien commun et inter-confessionnel en Europe.* »<sup>10</sup>

## XII. L'Europe: une maison commune

L'identité européenne a toujours eu des aspects paradoxaux. D'un côté, l'histoire de notre continent a fait preuve d'un sentiment d'appartenance partagé ; d'un autre côté, il est tout aussi évident que, pendant des siècles, le patrimoine commun s'est toujours manifesté sous des formes, dans des cultures et des langues très diverses.

Les Eglises membres de la KEK viennent de différentes cultures et traditions. Nous savons par expérience qu'il peut être difficile de gérer les différences. Mais nous savons que nous ne devrions pas avoir peur des différences et que « l'unité dans la diversité » peut être une formule fructueuse si nous nous concentrons sur ce qui nous concerne tous, si nous respectons et apprécions les diverses identités en laissant place à la diversité et en nous concentrant sur ce qui nous unit.

Le fait que, dans l'Europe d'aujourd'hui, les valeurs communes sont moins en évidence, préoccupe la KEK. L'UE est aujourd'hui à une étape de son histoire où de graves questions peuvent être posées concernant son identité en tant que communauté de valeurs. Une intense réflexion est à nouveau nécessaire. L'Europe a besoin de davantage que d'un marché commun. Elle doit se poser la question de l'identité et des relations sociales. C'est parce-qu'on a négligé leur importance au cours des dernières années que l'Europe a aujourd'hui le cœur vide, qu'elle est mue par la compétitivité économique et le profit. Elle équipe les étudiants et les jeunes professionnels de diplômes scientifiques de haut niveau mais elle oublie un objectif plus élevé que le succès et le profit. L'UE et l'Europe toute entière ont besoin une fois encore d'une explication claire sur ses racines et ses objectifs. Le désir de plus de souveraineté est compréhensible mais, aux yeux de la KEK, la souveraineté ne devrait pas signifier l'égoïsme et l'indifférence aux besoins légitimes de ceux qui ont soif de solidarité. La KEK préfère que la koinonia plutôt que la souveraineté soit le concept directeur de la discussion sur l'avenir de l'Europe. La koinonia se concentre sur la manière dont peuvent être créées des communautés authentiques fondées sur le partage, le service et la solidarité.

Même dans des communautés fondées sur le concept de koinonia, les conflits et les différences d'intérêts peuvent faire partie du quotidien. Si l'esprit de koinonia domine, de tels conflits d'intérêt peuvent être fructueux, car on en traite d'une manière responsable. La diversité culturelle et politique de l'Europe ne devrait pas être considérée comme une menace à son unité, mais comme un trésor et un enrichissement potentiel. La création d'une Europe commune ne signifie pas nécessairement l'expansion d'un style de vie particulier ou l'imposition de certains standards par une partie du continent sur une autre. «

---

10. Archevêque Michael (1946-2011), ancien Métropolitain d'Autriche, cité dans: *European integration – A way forward?*, Commission Eglise et Société de la Conférence des Eglises européennes, Bruxelles, 2009.

*Le processus de développement d'une Europe commune est certainement un processus qui crée un sentiment de communauté européenne... la vraie valeur de la „communauté“ devrait retrouver son importance dans le contexte européen. Un trait naturel de la „communauté“ est la vie en solidarité<sup>11</sup> « La notion biblique des identités multiples telle que la présente l'épître de Paul aux Romains est quelque-chose qui peut continuer à être élaboré, spécialement dans la situation de notre continent. »<sup>12</sup> Une coopération européenne fructueuse ne peut réussir que si elle est fondée sur le dialogue, la compréhension mutuelle, le respect de l'histoire et de la culture de l'autre, et l'enrichissement mutuel. «L'UE et, en fait, toute l'Europe doit être clairement identifiable comme communauté de valeurs ; elle doit aiguïser son profil social et donner aux jeunes une meilleure perspective d'avenir. L'Europe doit être un continent assumant sa diversité et sa responsabilité au niveau mondial. »<sup>13</sup>*

Pour la KEK, le choix concernant l'avenir de l'UE n'est pas entre un système strictement fédéral et une mosaïque d'Etats indépendants qui se cachent derrière leurs frontières. Chaque question et chaque programme doit être évalué selon son propre mérite lorsqu'on examine dans quels domaines « plus d'Europe » ou « moins d'Europe » est nécessaire. Le critère principal pour une telle évaluation est la question : quelle politique est la plus efficace pour améliorer la qualité de la vie en Europe et dans le monde entier ? Dans ce cadre plus large, une UE fonctionnant à plusieurs vitesses est faisable. En revanche, une UE à la carte, dont les membres entrent et sortent des programmes communs, n'est pas souhaitable et ne fonctionnerait pas. Il est possible, cependant, qu'un noyau d'Etats membres décide de poursuivre l'intégration des programmes tandis que d'autres préfèrent ne pas participer. De notre point de vue, par exemple, tous les Etats membres n'ont pas besoin d'être d'accord sur des questions politiques détaillées telles que les politiques monétaires communes. Cependant, il est capital que les décisions politiques soient fondées sur les valeurs fondamentales qui unissent les pays de l'UE. Ces valeurs ne devraient pas s'appliquer à l'UE seule mais s'étendre à l'Europe toute entière.

Pour répondre aux problèmes urgents et à toutes les questions pratiques qui se posent actuellement en Europe, il nous faut une vision et un engagement, ainsi que la coopération entre toutes les forces disponibles ; le secteur public et privé, les politiciens et la société civile ainsi que les Eglises et tous ceux qui sont motivés par la foi et par des convictions. De ce point de vue, la coopération et le dialogue sont des principes essentiels. Le patriarche œcuménique Bartholomée, lors de sa visite au parlement européen, a rappelé aux politiciens de l'UE et à un public plus large que, pour que notre dialogue devienne davantage qu'un simple échange culturel, « Il faut une compréhension plus profonde de l'interdépendance absolue non seulement entre les Etats et les acteurs politiques et économiques mais aussi entre tous les individus »<sup>14</sup>

Pour la KEK il est essentiel de lutter pour la paix dans la justice en Europe, en tant que citoyens et en tant qu'Eglises. Nous ne pouvons y parvenir que si nous unissons nos forces.

---

<sup>11</sup>CEC/CSC: Les Eglises dans le processus d'intégration européenne, Bruxelles, Mai 2001 (14)

<sup>12</sup>*Ibid.*, 15.

<sup>13</sup> Déclaration du Conseil de l'Eglise évangélique en Allemagne (EKD) sur la situation de l'Europe 23 avril 2016

<sup>14</sup> S.E. le Patriarche œcuménique Bartholomée, Parlement Européen, Bruxelles, 24 Septembre 2008.

Le processus d'élaboration en commun de politiques fondée sur des valeurs partagées que beaucoup d'Eglises et leurs membres ont encouragé doit continuer à servir son objectif - la gestion fructueuse de relations entre des nations interdépendantes en faveur du bien commun en Europe et dans le monde. Les Eglises d'Europe, grâce à l'assise très large que constituent leurs membres, et grâce à leur structures œcuméniques, sont dans une position favorable pour encourager les gens à lutter en faveur d'une maison européenne commune fondée sur des valeurs partagées.

En 1989, lors de la première Assemblée œcuménique européenne qui a eu lieu à Bâle, l'idée d'une « maison européenne commune » a joué un rôle important. L'assemblée de Bâle a élaboré une sorte de « règlement intérieur » pour la maison européenne :

- le principe de l'égalité de tous ceux qui y habitent, qu'ils soient forts ou faibles.
- la reconnaissance de valeurs telles que la liberté, la justice, la tolérance, la solidarité, la participation
- une attitude positive vis-à-vis des adhérents à différentes religions, cultures et visions du monde
- le dialogue plutôt que la résolution des conflits par la violence

La KEK croit que ce texte reste pertinent pour la situation dans laquelle l'Europe se trouve aujourd'hui. Il continue à nous inspirer, comme vision et comme ordre du jour pour les citoyens et les politiciens de notre continent.

L'Europe a besoin de vision et aussi de reconnaître ses racines. Il faut qu'elle puisse donner à ceux qui y vivent une maison, un lieu, mais aussi un espace. À ce sujet, il peut être utile de faire la distinction qui a été proposée par l'ancien président du Conseil européen Herman van Rompuy :

*Un „lieu“ apporte protection, stabilité et appartenance. C'est un foyer où les gens se sentent chez eux. Le terme „espace“, pour sa part, suscite le mouvement et ouvre des possibilités. Il s'agit d'orientation, de vitesse et de temps. En tant qu'être humains, nous avons besoin des deux : un espace dans lequel nous pouvons voler et un nid que nous pouvons appeler nôtre. Nous sommes des créatures très simples. En Europe, on a toujours mis l'accent sur l'espace.<sup>15</sup>*

L'union européenne n'a pas d'espoir de survie si la loi du marché est son seul principe directeur. Il nous faut ressaisir l'esprit qui a inspiré les pères fondateurs - la réconciliation, le pardon, la solidarité, la dignité humaine et le respect pour tous. Les multiples crises auxquelles l'Europe est confrontée actuellement ne sont pas aussi aiguës que celles qu'elle a subies à la fin de la seconde guerre mondiale. Pourtant, des intérêts concurrents semblent paralyser une réponse commune efficace. Une société qui n'est pas une communauté ne peut que s'effondrer. Nous appelons tous les gens de bonne volonté, quelles que soient leurs croyances ou leurs convictions, à se joindre à la lutte pour surmonter les différences

---

<sup>15</sup> Herman von Rompuy lors de son discours du 4 décembre 2014 à l'occasion de l'installation du siège de la CEC à Bruxelles.

secondaires et à être prêts à placer les meilleurs intérêts du continent dans son entier - ses citoyens de longue date comme ses nouveaux résidents - au dessus d'intérêts particuliers, et d'apporter à tous la dignité que méritent tous les êtres humains qui sont créés à l'image et à la ressemblance de Dieu.

### XIII. **Notre appel**

En raison de son évaluation des problèmes actuels auxquels l'Europe doit faire face, dans l'esprit de la Charta Oecumenica et en réponse à l'appel à un pèlerinage de la justice et de la paix lancé par le Conseil Œcuménique des Eglises, le comité directeur de la KEK

- diffuse cette lettre ouverte aux Eglises d'Europe sur la situation du continent, esquissant sa vision de l'Europe concernant l'UE et partageant ses soucis concernant l'avenir de ce projet européen historique compte tenu des circonstances actuelles ;

- réaffirme sa conception de l'UE comme communauté de valeurs visant à la dignité, la paix, la réconciliation, la justice, le droit, la démocratie, le respect des droits humains, la solidarité et la durabilité ;

- encourage les Eglises membres de la KEK et tous les chrétiens d'Europe à intensifier leurs efforts pour que les vertus chrétiennes que sont le respect des autres, la solidarité, la diaconie et l'édification d'une communauté soient plus visibles dans la vie publique ;

- appelle les Eglises d'Europe à s'engager dans une discussion intensive sur l'avenir de notre continent, le rôle de l'UE et notre vision de valeurs partagées.

invite les Eglises membres et les organisations partenaires à réagir à cette lettre ; au vu de la situation particulière dans différentes parties du continent, nous invitons les Eglises à participer à un processus de consultation et de préparation avant la prochaine assemblée de la KEK en 2018. Nous aimerions recevoir vos contributions, spécialement vos expériences particulières et les soucis qui sont les vôtres en ce qui concerne le projet européen. Nous apprécions aussi votre réflexion sur le rôle des Eglises en ce moment historique, sur l'élaboration de la vision d'une maison européenne, ainsi que sur des questions qui émanent de ces discussions. Les Eglises peuvent aussi souhaiter présenter leurs attentes à ce sujet vis-à-vis de la KEK avant la fin de décembre 2016.

## **ANNEXE: Valeurs fondamentales de l'Union européenne**

### *Article 2*

*L'Union est fondée sur les valeurs de respect de la dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'égalité, de l'Etat de droit, ainsi que de respect des droits de l'homme, y compris des droits des personnes appartenant à des minorités. Ces valeurs sont communes aux Etats membres dans une société caractérisée par le pluralisme, la non-discrimination, la tolérance, la justice, la solidarité, et l'égalité entre les femmes et les hommes.*

### *Article 3*

- 1. L'Union a pour but de promouvoir la paix, ses valeurs et le bien-être de ses peuples.*
- 2. L'Union offre à ses citoyens un espace de liberté, de sécurité et de justice sans frontières intérieures, au sein duquel est assurée la libre circulation des personnes, en liaison avec des mesures appropriées en matière de contrôle des frontières extérieures, d'asile, d'immigration ainsi que de prévention de la criminalité et de lutte contre ce phénomène.*
- 3. L'Union . . . combat l'exclusion sociale et les discriminations, et promeut la justice et la protection sociales, l'égalité entre les femmes et les hommes, la solidarité entre les générations et la protection des droits de l'enfant. Elle promeut la cohésion économique, sociale et territoriale, et la solidarité entre les Etats membres. Elle respecte la richesse de sa diversité culturelle et linguistique, et veille à la sauvegarde et au développement du patrimoine culturel européen.*
- 5. Dans ses relations avec le reste du monde, l'Union affirme et promeut ses valeurs et ses intérêts et contribue à la protection de ses citoyens. Elle contribue à la paix, à la sécurité, au développement durable de la planète, à la solidarité et au respect mutuel entre les peuples, au commerce libre et équitable, à l'élimination de la pauvreté et à la protection des droits de l'homme, en particulier ceux de l'enfant, ainsi qu'au strict respect et au développement du droit international, notamment au respect des principes de la Charte des Nations Unies.*

*Traité sur l'Union Européenne*